

# FONCTION PUBLIQUE

**Olivier Dussopt le confirme :**

**le pouvoir en place veut en finir avec le statut**

Une réunion présidée par le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique a eu lieu mardi 30 octobre 2018. Toutes les organisations syndicales représentatives étaient présentes.

Une réunion qui faisait suite au Comité Interministériel de la transformation publique qui s'était déroulé la veille.

Olivier Dussopt a confirmé l'attaque d'une ampleur inédite que le président de la République et son gouvernement comptent mener contre le statut général, les agents et les missions publiques :

- Recrutement massif de contractuels et de précaires qui constituent pourtant déjà 20 % de l'emploi dans la fonction publique.
- Renforcement des dispositions pour accompagner le plan consistant à supprimer, une fois de plus, des dizaines de milliers d'emplois.
- Abandon de pans entiers des missions publiques.
- Fort accroissement des rémunérations aléatoires pour récompenser la pseudo-performance d'une minorité d'agents.

Toutes ces dispositions, cumulées avec le gel persistant de la valeur du point, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence, la fusion des comités techniques (CT) et des comités d'hygiène, de sécurité et conditions de travail (CHSCT) ainsi que la remise en cause des principales prérogatives des commissions administratives paritaires (CAP) préparent des régressions sans précédent pour les agents des trois versants de la fonction publique, ainsi que pour les usagers.

Toutes ces annonces confirment également, en dépit du désaccord de la plupart – pour ne pas dire de la totalité – des organisations syndicales que le pouvoir en place a déjà décidé par avance l'essentiel de ces contre-réformes.

C'est décidément une bien curieuse conception de la démocratie !

En tout état de cause, la CGT continuera, à partir de ses nombreuses propositions, à défendre une fonction publique porteuse de progrès social pour tous les citoyens, à revendiquer de meilleurs salaires, déroulements de carrière et conditions de travail pour les agents.

Elle défendra et se mobilisera pour promouvoir un statut général renforcé et rénové, seule garantie de bénéficier d'agents publics neutres et impartiaux dans l'exercice de leurs missions.

Elle prendra toutes ses responsabilités dans la période qui s'ouvre afin que ces pistes alternatives se concrétisent.

Montreuil, le 31 octobre 2018